

# 4 Octobre : Transports et Équipement

## en force !



### ► **Contre la précarité généralisée, pour l'emploi durable !**

Avec le Contrat Nouvelle Embauche, le Gouvernement généralise la précarité. Pendant deux ans, les salariés pourront être licenciés sans aucun motif. Le MEDEF en a rêvé, De Villepin l'a fait, Laurence Parisot s'enfonce dans la brèche et réclame d'aller toujours plus loin dans le dépeçage du code du travail.

Les salariés du transport et de l'Équipement savent que ce sont d'abord les salariés des PME qui sont touchés (ambulanciers, transport routier...) mais que l'enjeu, c'est le développement de la précarité pour tous.

La politique du Gouvernement et du patronat, c'est aussi l'augmentation de la durée du travail pour les conducteurs routiers. C'est l'appui aux compagnies à bas coût, et la sécurité bradée dans le transport aérien. C'est la transformation du registre maritime international français, le RIF, en pavillon de complaisance.

Il faut arrêter tout cela.

### ► **Croissance sociale devant les caméras, casse de l'emploi et des droits des salariés en réalité !**

Le même Gouvernement n'hésite pas, sans aucune concertation, à brader les droits sociaux des salariés des sociétés d'autoroutes privatisées, qui sont sacrifiés aux impératifs budgétaires immédiats.

C'est la même politique qui prévaut à la SNCF, qui supprime des dessertes régionales au détriment de l'emploi et du service public. Partout, l'État se désengage des transports collectifs.

Et le nouveau ministre des transports qui revient sur les engagements de l'ancien sur la garantie d'emploi et de salaire pour les agents de l'Équipement qui risquent de rester sur le quai de la décentralisation.

La CFDT veut imposer d'autres choix.

### ► **Pour l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires et des retraites.**

Dans de nombreux secteurs du transport et de l'Équipement, les négociations salariales sont bloquées. C'est le cas dans le transport routier de marchandises où la concurrence des pays de l'Est sert de prétexte à une dégradation généralisée des conditions salariales et sociales, pendant que les multinationales du transport comme Dentressangle utilisent les salaires d'Europe de l'est pour prendre des parts de marché en cassant les prix. Les salariés ne veulent plus voir sacrifier leur pouvoir d'achat aux profits des actionnaires.

Alors que les conventions collectives sont rattrapées par le SMIC, le logement n'est plus accessible à un nombre grandissant de salariés, le prix du carburant pèse de plus en plus sur le budget, les dépenses de santé sont de plus en plus lourdes. Le pouvoir d'achat des pensions, des allocations chômage et des minimas sociaux ne suivent pas. Les cadeaux fiscaux pour les plus riches sont payés au prix fort par une détérioration des services publics.

La CFDT veut une conférence nationale sur les revenus et de véritables négociations dans les branches du privé et du public sur les salaires et les classifications.

### ► **Pour les droits collectifs et individuels des salariés.**

Sans aucune concertation, pendant l'été, les seuils d'effectifs pour la représentation des salariés et la durée des mandats ont été augmentés. Les tribunaux s'abattent sur les salariés qui défendent leurs droits, comme les militants CFDT de la route en 2002, ou les marins traduits devant le tribunal pour avoir manifesté en 2004.



**Le 4 Octobre, les raisons d'agir pour faire aboutir nos revendications sont multiples. Voilà pourquoi la FGTE CFDT appelle les salariés du transport et de l'Équipement à la grève et aux manifestations le 4 Octobre.**